

Les rendez-vous de l'économie sociale & solidaire

ENVIRONNEMENT

L'ESS, un acteur de la transition écologique qui s'ignore

Agriculture, alimentation, circuits courts, énergies vertes, transports propres, écoconstruction, autopartage... l'économie sociale et solidaire ne manque pas de structures engagées dans l'environnement. Mais elle tarde à faire entendre sa voix, à deux mois de la conférence climat de Paris.

Mais où est passée l'économie sociale et solidaire (ESS) ? À deux mois de la conférence climat de Paris, tous – États, collectivités, entreprises publiques, privées, associations et ONG – font entendre leur voix. Tous, sauf les acteurs de l'économie sociale. Certains de ses organismes de réflexion et de promotion tentent bien de briser le silence. Ainsi, en Ile-de-France, L'Atelier, centre de ressources, a lancé Beecop21, un cycle de six conférences « destinées à informer et à impliquer les acteurs d'utilité sociale sur les questions climatiques » (voir le débat en pages suivantes). La semaine dernière, le Labo de l'ESS a, quant à lui, publié ses huit propositions pour porter la transition énergétique citoyenne. À chacune de ces initiatives, le même constat : « L'ESS est peu présente en France dans le débat public sur le sujet climatique, écrit Hugues Sibille, président du Labo de l'ESS, dans son dernier éditorial. Il faut l'être pourtant, car l'ESS, économie citoyenne et coopérative, a des atouts majeurs à faire valoir pour réussir la transition énergétique : l'ESS est un modèle décentralisé, adapté aux énergies renouvelables ; il donne du pouvoir d'agir aux citoyens ; il facilite l'acceptabilité d'énergies renouvelables par les riverains ; il sensibilise à la sobriété ; il permet de lever de l'épargne locale ; il offre des statuts juridiques, *Scic* par exemple, qui peuvent être bien adaptés à des projets d'intérêt local portés par des multipartenariats... »

Des coopératives voient régulièrement le jour

Historiquement, le développement durable fait pourtant bien partie de l'ADN du tiers secteur. Que serait la cause environnementale, en France, sans ses héros associatifs regroupés dans des réseaux aussi structurants territorialement que le MNLE (Mouvement national de lutte pour l'environnement) ou FNE (France Nature Environnement) ? Trente-quatre de ces réseaux sont agréés auprès de l'État et luttent sur les questions climatiques, de la biodiversité, de l'alimentation... Cette base militante a donné le jour à des activités économiques. Le mouvement des Amap (associations pour le maintien



LE 26 SEPTEMBRE À PARIS, LE « TOUR DE FRANCE DES ALTERNATIVES » D'ALTERNATIBA INSTALLAIT SON « VILLAGE DES SOLUTIONS CITOYENNES » AUX DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES, DANS LEQUEL FIGURAIENT DE NOMBREUSES STRUCTURES DE L'ESS. PHOTO THOMAS SAMSON/AFP

d'une agriculture paysanne) a popularisé aussi bien les principes d'agriculture durable que ceux de circuits courts et de relocalisation des activités. Des valeurs que soutient lui aussi le commerce équitable Nord-Sud, lancé en France par Artisans du monde, qui s'étend au commerce Nord-Nord grâce à la loi ESS de 2014. Par ailleurs, la réappropriation des terres agricoles est un combat que mènent des financeurs solidaires comme Terres de lien.

Une autre branche associative, issue des combats contre le nucléaire et les pollutions, s'est, elle, employée à offrir des alternatives dans l'énergie, dans un contexte d'affaiblissement

Les entreprises sociales ont « un grand rôle à jouer » dans le développement des économies circulaires, de partage, de l'usage ou collaboratives.

des opérateurs publics. Ont germé les acteurs actuels de la production d'énergie citoyenne, tels le producteur d'électricité verte Enercoop ou le financeur citoyen Énergie partagée. Des coopératives voient régulièrement le jour, à l'image de celle créée par 143 habitants de Raon-l'Étape. Ceux-ci ont réhabilité, en 2010, la turbine d'un barrage à l'abandon qui, depuis, survient aux besoins de 730 foyers. Les structures de l'ESS étant aux deux tiers citadines, elles se sont aussi appropriées les enjeux de logement, de transport et d'alimentation. Créé en 2002, le réseau coopératif Citiz propose seize services d'autopartage dans plus de 80 villes grâce à

une flotte de 700 voitures partagées. Des militants de fédérations sportives, des associations d'insertion ont su allier leurs forces à celles de collectivités locales pour développer l'usage du vélo. Des coopératives d'artisans proposent des écoconstructions, comme La Ruche Oxalis en Poitou ou à Les Sens du Bray, dans l'Oise. De même, des associations portent l'essor des jardins partagés (voir notre reportage en page IV).

Les exemples de création de valeur par l'ESS dans le développement durable ne manquent pas. Dans un récent communiqué, l'Udes (Union des employeurs de l'ESS) estime même que les entreprises sociales ont « un grand rôle à jouer » dans le développement des économies circulaires, de partage, de l'usage ou collaboratives, phénomènes émergents dont les principes sont écolo-compatibles. Encore faut-il que les entrepreneurs sociaux prennent conscience de leurs forces. ■

STÉPHANE GUÉRARD

Les rendez-vous de l'économie sociale & solidaire

LES GRANDS DÉBATS DE LA FÊTE



L'entreprise citoyenne rend l'économie éco-compatible

Trois acteurs de l'énergie, des déchets, du mouvement Alternatiba et un élu de la région Île-de-France ont confronté leurs points de vue sur les armes dont dispose l'ESS pour lutter contre le réchauffement climatique. Un débat au village de l'ESS, en partenariat avec l'Atelier.

Delphine Terlizzi est coordinatrice de la ressourcerie parisienne la Petite Rockette. Marion Esnault milite en faveur de solutions citoyennes et écologiques alternatives mises en lumière par Alternatiba. David Gau est directeur commercial et relations clients de la coopérative d'énergie renouvelable Enercoop. Jean-Marc Brulé, lui, est conseiller régional d'Île-de-France (EELV) et président de l'Atelier (centre de ressources régional de l'ESS). Ces acteurs et militants de l'économie sociale et solidaire assurent que la lutte contre le réchauffement climatique passe par la réappropriation de l'économie par les citoyens. Soit, justement, ce que prône l'économie sociale et solidaire (ESS).

De quelles cartes l'ESS dispose-t-elle pour participer à la lutte contre les dérèglements climatiques ?

JEAN-MARC BRULÉ Tous les problèmes liés au climat posent la question de la place des citoyens dans les prises de décisions. C'est la sensibilisation et la conviction des citoyens qui feront bouger les choses et transformeront en profondeur nos modes de consommation. Les mentalités sont en mouvement. Or, les entrepreneurs de l'ESS et de l'économie verte, les entrepreneurs sociaux ont un boulevard devant eux car ils portent justement ces nouvelles aspirations à manger mieux, à se loger mieux, à utiliser moins d'énergie. Historiquement, l'engagement associatif est inhérent à notre pays. Mais il n'était pas, jusqu'alors, couplé à une pensée économique. Or, là réside le grand changement. Ces dernières années, l'économie sociale et solidaire s'est réappropriée la donnée économique, les enjeux de créer de la valeur et des emplois. Les entrepreneurs sociaux ont un grand rôle à jouer dans la réponse à nos besoins émergents.

DELPHINE TERLIZZI À la ressourcerie la Petite Rockette, c'est ce que nous faisons au quotidien. En plus d'œuvrer à la réduction de nos déchets, nous menons au quotidien de l'éducation populaire à la gestion et à la diminution des déchets, à un niveau très local. Et pour porter la voix de notre public qui est de plus en plus nombreux – nous doublons notre collecte de déchets d'année en année –, nous avons monté un réseau régional et un autre national. Par exemple, nous militons pour une refonte de l'organisation de la filière de recyclage des vêtements et textiles, qui envoie jusqu'à présent ses collectes à l'autre bout du monde.

DAVID GAU Sur l'aspect énergétique aussi, l'appropriation citoyenne est indispensable. C'est l'ADN d'Enercoop. C'est pour cela aussi que nous avons créé des réunions TupperWatt, entre voisins, amis. Dans un premier temps, il s'agit d'essayer de comprendre nos factures d'électricité, puis de voir comment réduire notre consommation, comment mieux la maîtriser. Ces groupes locaux existent

partout en France et visent à reprendre en main notre consommation d'énergie.

MARION ESNAULT À Alternatiba, nous pensons que l'appropriation citoyenne est une question majeure. Pour nous, cette notion implique que chacun d'entre nous, individuellement mais aussi collectivement, peut reprendre en main ses comportements du quotidien. La lutte contre le réchauffement climatique doit passer par là. On ne peut plus attendre. On sait d'ores et déjà que les négociations sur lesquelles se fonde la conférence climat de Paris prennent pour base un réchauffement de 3 degrés à l'horizon de 2100. Si nous en restons à l'accord de la conférence climat de Paris tel qu'il se dessine, nous serons sur une dynamique au-delà des 2 degrés, seuil au-dessus duquel nous savons que notre capacité d'adaptation n'est pas assurée. Donc, si nous ne changeons pas nous-mêmes nos modes de comportement, si nous attendons que ça nous arrive « d'en haut », nous allons dans le mur. Mais si les citoyens changent leur quotidien, les États seront bien obligés de suivre le mouvement. L'ESS, en tant qu'entreprise citoyenne, a donc un grand rôle à jouer.

En quoi les activités des structures et mouvements que vous représentez contribuent-elles à une transition écologique réussie ?

DELPHINE TERLIZZI Il existe quelque 120 ressourceries en France reconnues par le label national ou/et régional d'Île-de-France. Ces structures, pour la plupart associatives, récupèrent les objets dont vous souhaitez vous séparer : textiles, jouets, électroménagers... À la Petite Rockette, nous trions les objets apportés par les habitants du 11^e arrondissement de Paris. Nous les adressons vers la bonne filière de recyclage quand nous ne pouvons pas les valoriser, ou nous les revendons dans notre boutique solidaire. La réduction des déchets a forcément un impact sur l'environnement. C'est aussi bon pour l'économie. Nous avons collecté 260 tonnes de déchets qui se seraient retrouvées à la poubelle et qui nous permettent de générer un chiffre d'affaires suffisant pour salarier dix-huit personnes.

Pourquoi est-ce important de nous préoccuper de nos déchets ?

DELPHINE TERLIZZI Parce que ça déborde ! Beaucoup jettent sans savoir que de nombreux déchets sont recyclables. Cent pour cent des textiles pourraient être recyclés. Même vos chaussettes trouées ! La vie des objets n'est pas unique et ne s'arrête pas à leur premier utilisateur. D'où l'importance des recycleries. Si vous nous apportez une poussette hors d'usage, nous allons la démanteler, séparer les plastiques, les métaux et les tissus. La quasi-totalité de ses matériaux sera recyclée. Nous parvenons à ●●●



DÉBAT AU VILLAGE DE L'ESS DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ 2015, SUR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE. MARION ESNAULT ET DAVID GAU. PHOTOS CAROLINE DOUTRE



« Historiquement, l'engagement associatif est inhérent à notre pays. »

JEAN-MARC BRULÉ



« La réduction des déchets a forcément un impact sur l'environnement. »

DELPHINE TERLIZZI

Les rendez-vous de l'économie sociale & solidaire



TABLE RONDE CLIMATIQUE. ANIMÉ PAR PAULE MASSON (À DROITE), RÉDACTRICE EN CHEF DE L'HUMANITÉ. AVEC JEAN-MARC BRÛLÉ, DELPHINE TERLIZZI,

DAVID GAU Enercoop répond à quatre enjeux. D'abord, la réduction des émissions de gaz à effet de serre en plaçant la sobriété énergétique au cœur de la consommation d'énergie, de l'efficacité énergétique et du développement des énergies renouvelables. L'autre enjeu est de sortir du nucléaire. Nous luttons aussi contre la précarité énergétique et nous créons des emplois. Pour donner corps à ces quatre enjeux, nous suivons trois approches. Nous fournissons de l'énergie à tous au niveau national. Nous sommes dans une optique de service public de l'énergie, avec une approche citoyenne. Jusqu'à présent, cette question était réservée à des techniciens, des ingénieurs. Notre but est que les enjeux de l'énergie soient portés par l'ensemble des Français. Ceux-ci peuvent s'engager dans nos coopératives de production d'électricité renouvelable. La dizaine de nos coopératives emploient déjà 80 salariés et comptent 20 000 sociétaires à travers le territoire. Notre mouvement de réappropriation de l'énergie prend puisque d'autres coopératives d'énergie sont en gestation.

Ce mouvement ne met-il pas à mal le service public de l'énergie, garant d'un égal accès à l'énergie ?

DAVID GAU Enercoop s'est créé il y a dix ans, à la suite de la libéralisation du marché. Nous ne sommes donc pas responsables de cette libéralisation. En revanche, nous pensons qu'il est important de continuer à fournir un accès à l'énergie pour tous. Seulement, notre modèle se fonde au niveau des citoyens. Un exemple : concernant la précarité énergétique, nous sommes le seul fournisseur d'énergie à avoir un code éthique qui interdit toute coupure chez le particulier. Nous proposons des tarifs de première nécessité. Nous offrons la possibilité à nos clients sociétaires d'effectuer des microdons, via la facture, en faveur d'associations qui accompagnent les personnes en situation de précarité énergétique. Notre philosophie n'est pas du tout incompatible avec l'approche d'avant.

À Alternatiba, les solutions que vous portez pour contenir le réchauffement climatique émanent-elles de l'ESS ?

MARION ESNAULT Né en 2013, notre mouvement n'est pas une association mais un collectif. Nous n'avons pas de président, ni de bureau. Mais notre mode de gouvernance s'inspire de l'éducation populaire, de la sociocratie et de la communication non violente. Le principe d'une centaine de villages des solutions, que nous avons tenus en deux ans, avec notamment notre tour de France des alternatives, consiste à rassembler toutes les réponses locales et du quotidien aux problèmes soulevés par le réchauffement climatique. Nous pouvons tous changer nos modes de comportement. Encore faut-il savoir comment. Notre rôle est de mettre en lumière ces solutions et en réseau les porteurs de ces solutions. Le village de Paris, les 26 et 27 septembre, a par exemple réuni plus de 360 organisations locales porteuses d'alternatives dans les transports, le logement, l'énergie, l'alimentation, les recycleries, l'agriculture... Or, il s'agit souvent de structures de l'économie sociale et solidaire.

La puissance publique, la force politique, a-t-elle intérêt à soutenir ces alternatives citoyennes portées par l'ESS ?

JEAN-MARC BRÛLÉ Forcément, puisque le réchauffement climatique va devenir le premier sujet pour l'avenir de l'humanité et sa survie. Il ne sera plus un problème parmi tant d'autres, mais central. Dans ce contexte, les décisions des États à la COP21 sont fondamentales. Les choix portés par les collectivités territoriales aussi. Mais les initiatives du quotidien, à l'échelle du citoyen, sont de même importance. Tout est interconnecté. N'importe quel Français a besoin de se nourrir, donc d'une agriculture rurale ou périurbaine de qualité. Or, seules les initiatives citoyennes dans le bio et les circuits courts commencent à changer la donne et le regard que portent les gens sur leur alimentation. Idem pour le logement avec l'habitat participatif, l'écoconstruction, majoritairement portés par des structures du financement solidaire. Cette dynamique est encore petite. Mais c'est un mouvement qui va de l'avant. ●

TABLE RONDE ANIMÉE PAR PAULE MASSON



« L'ESS, en tant qu'entreprise citoyenne, a un grand rôle à jouer. »

MARION ESNAULT



« Nous pensons qu'il est important de continuer à fournir un accès à l'énergie pour tous. »

DAVID GAU

●●● valoriser 86 % des objets apportés. Mais il faut encore travailler sur les 14 % restants. Beaucoup de plastiques ne sont pas encore valorisables en France. Nous offrons aussi une seconde vie gratuite à ce que nous récupérons, via les Vestiaires solidaires pour les vêtements ou via des artistes qui travaillent beaucoup avec la récupération. L'idéal serait qu'il existe une recyclerie par quartier. Car ces lieux font partie des solutions pour économiser des tonnes de déchets. Juste un chiffre : le prix du traitement classique d'une tonne de déchets est de 415 euros. Avec les 260 tonnes que nous valorisons, vous voyez l'économie que les collectivités locales réalisent grâce à nous. Sans compter l'accès que nous offrons à des objets ou des vêtements pas chers, puisque nous les revendons en dessous de 5 euros.

En quoi le modèle développé par Enercoop répond-il à la transition énergétique ?

Les rendez-vous de l'économie sociale & solidaire

AGRICULTURE

Un maraîcher remède aux crises à Vitry-sur-Seine

La relocalisation en ville de l'agriculture est une hypothèse qui se pose afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Vitry (94) a déjà mis en œuvre un tel scénario, via une ferme associative.

Du vert à perte de vue, d'un côté. Des maisons de quartier et des immeubles, de l'autre. Des étendues d'herbe, de fleurs et de bosquets composent le vaste parc des Lilas à Vitry-sur-Seine (94). Au-dessus d'une ancienne carrière de gypse, une ferme associative entretient un maraîcher de 2,5 hectares et un jardin partagé, morcelé en plusieurs potagers. On peut venir y acheter son panier de légumes, cultivés sur place, ou encore y choyer son petit lopin de terre.

« Nous tentons de participer à une transformation écologique »

Ce projet, mené par l'association Planète Lilas depuis 2006, s'inscrit dans une démarche bio-équitable et une commercialisation en circuit court. « *L'idée principale est de faire du maraîchage, non traité, au cœur de la ville* », explique Jacqueline, bénévole au sein de l'association. C'est ainsi qu'une centaine de paniers de légumes, cultivés dans le respect de l'environnement et de la santé, sont distribués chaque semaine aux habitants de la région en échange d'une adhésion. On y trouve, à cette saison, des betteraves rouges, des carottes, de la salade ou encore des tomates, des courges et du laurier. Six travailleurs, dont une animatrice, un coordinateur et des maraîchers, travaillent à Planète Lilas, sans compter les bénévoles. Une équipe de trois à quatre personnes s'attèle chaque jour à la terre et à l'organisation de l'association pour subvenir aux besoins des 200 adhérents. « *L'agriculture dite conventionnelle,*



SIX TRAVAILLEURS, DONT UNE ANIMATRICE, UN COORDINATEUR ET DES MARAÎCHERS, TRAVAILLENT À PLANÈTE LILAS, SANS COMPTER LES BÉNÉVOLES. PHOTO PLANÈTE LILAS

avec les pesticides et autres produits phytosanitaires, montre ses limites avec des effets néfastes sur les sols », souligne un descriptif du projet. C'est pour cela, estime Philippe Maingault, coordinateur du projet, que « nous tentons de participer à une transformation écologique ». L'association a fait germer une idée qui semble avoir produit des boutures. C'est ce que pense Jean-Claude Kennedy, maire de Vitry-sur-Seine : « *Planète Lilas sert de modèle de nombreux projets dans les communes alentour.* » De fait, plus de 260 Amap (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) sont présentes en Île-de-France.

Mais Planète Lilas, ce n'est pas que du maraîchage. Dans un environnement naturel, les membres de l'association construisent une expérience commune et entrepreneuriale avec une multitude d'acteurs (professionnels, chômeurs, lycéens...). Des activités pédagogiques sont organisées régulièrement. « *On accueille des centres sociaux et de loisirs, explique Fred, chef de cultures. Nous conduisons des ateliers de jardinage et de compostage, par exemple.* » Ils œuvrent également, aux côtés d'autres mouvements porteurs d'alternatives citoyennes, au réchauffement climatique. Comme, fin septembre, lorsque le tour de France des solutions d'Alternatiba fait étape sur les pentes du plateau vitriot. Ce jour-là, deux tandems et une dizaine de cyclistes, essouffés mais joyeux, sont arrivés en haut du parc des Lilas. Après un discours sur la nécessité de répondre aux problèmes environnementaux, deux jeunes adhérents de l'association ont pris le micro et chanté : « *On avance, la transition arrive. On sait que c'est ça, la solution à cette crise. On est nombreux à tafer dur pour les alternatives. De Bayonne à Paris on s'mobilise.* »

Réunis pour faire cause commune, les membres des deux mouvements ont fait converger leurs expériences et espérances. « *Il faut changer, mais à tous les niveaux. Nous devons participer à la transition économique, écologique et sociale qui s'opère, pense Philippe Maingault. Nous tentons d'apporter des éléments de réflexion et une approche plus égalitaire en faveur de l'agriculture biologique. Mais trouver une équité dans l'agriculture est difficile dans un monde inéquitable.* » •

CHARLES THIEFAINE

l'Humanité partenaire du mois de l'ESS

Retrouvez, avec l'Humanité Dimanche du jeudi 22 octobre, notre numéro spécial : l'ESS, une fabrique d'entreprises citoyennes, en partenariat avec le Conseil national des chambres régionales de l'économie sociale et solidaire (CNCRESS).

- ➔ **Nos reportages sur les structures porteuses d'avenir :** dans l'Oise, quand une association d'insertion par l'emploi devient pôle territorial de coopération économique; dans la Drôme, où l'épicerie solidaire de Beaurepaire est en pleine dynamique du bio; à Toulouse, où le mouvement sportif crée sa coopérative pour développer ses savoir-faire dans la formation et l'événementiel.
- ➔ **Comment grandir sans renier ses valeurs :** les réponses du Crédit coopératif, de VVF-villages ou du Groupe Up.
- ➔ **Les points de vue et tribunes** ainsi que le mode d'emploi de la création d'activité dans l'ESS.
- ➔ **Le guide des événements du mois de l'ESS.**

